

PASCAL DURAND



Entretien avec Pascal Durand, Vice-président du groupe Verts/Alliance libre européenne et membre d'Europe Ecologie Les Verts

Quel bilan de la dernière législature européenne ?

• Votre plus grande réussite au cours de la législature 2014-2019 (collective ou personnelle) ?

Pascal Durand. : « Je ne raisonne pas en terme de victoire sur un seul objectif. J'essaie de gagner des combats, et lorsqu'on parvient à gagner tout en étant minoritaires, c'est une victoire. Je considère qu'il n'y a pas UN sujet majeur, mais plutôt DES sujets, sociaux, environnementaux, migratoires... Globalement, à chaque fois que nous avons fait avancer l'Europe pour la rendre plus **solidaire**, plus **cohérente** avec ses objectifs et ses valeurs, je suis satisfait. À chaque fois que nous l'avons fait reculer, je suis déçu. Je ne veux pas isoler un seul élément car cela sous-entendrait que certains sujets seraient plus importants que d'autres, ce que je ne crois pas. »

• Le plus grand échec de la législature 2014-2019 ? Avez-vous des regrets ?

P.D. « Un cas m'a vraiment attristé car je n'ai pas réussi à convaincre mes amis socialistes : la **directive sur le secret des affaires**. Je fus presque le seul à me battre contre cette directive, du début jusqu'à la fin, car je considère qu'il s'agit d'une grande manipulation qui consiste à faire croire que les petits boulangers verraient le secret de leurs baguettes protégé, alors que la seule finalité est de permettre aux grands groupes de taire certaines de leurs pratiques environnementales, sociales. Certains s'en sont aperçus, par exemple Virginie Rozière qui travaille sur la directive visant à protéger les **lanceurs d'alerte**. J'avais moi-même demandé à ce qu'au moins cette question des lanceurs d'alerte soit intégrée à la directive sur le secret des affaires, afin que ces deux éléments soient placés au même niveau. Je ne suis pas parvenu à les convaincre sur ce point et sur le fait que cette directive était une véritable **atteinte à la démocratie et aux intérêts des citoyens**. En effet, la démocratie est en cause car nous entrons dans un monde de plus en plus centré sur l'expertise, et pourtant, nous n'avons pas accès à toutes les informations nécessaires. L'affaire Volkswagen en est un bon exemple : des milliers de personnes ont des problèmes respiratoires, mais Volkswagen nous a opposé le secret des affaires. Il s'agit donc d'un sujet majeur car c'est ce qui permet un recul de l'information, de la démocratie et de la capacité des politiques à agir. Le cas de la directive sur le secret des affaires est le symbole d'un échec. Aujourd'hui, alors que le vote de la transposition de cette directive est en cours en France, on crie au scandale, mais c'est avant qu'il fallait agir, ou du moins reconnaître que des fautes avaient été commises. »

Biographie

2010: Délégué national
d'Europe Ecologie

2011 : Porte-parole
d'Europe Écologie Les
Verts (EELV)

2012 : Secrétaire national
d'EELV

2016: Vice-président du
Groupe des Verts/Alliance
libre européenne

• Un pronostic pour votre famille politique pour les élections européennes de 2019 ?

P.D. : « Je ne ferai pas de pronostic. Je peux simplement dire que je ne suis pas optimiste car la social-démocratie n'a pas su se réformer, l'écologie n'a pas su s'ouvrir. Chacun est en train de faire sa petite épicerie dans son coin et chacun dit être meilleur que l'autre. Dans le cas de la France, Macron a remis l'Europe au cœur du débat, il faut lui reconnaître cela. D'une certaine manière, Macron a construit un rempart contre l'extrême droite, mais les politiques mises en œuvre par ce dernier ne sont pas celles qu'on aurait espérées. L'objectif serait de faire bouger les lignes, or on n'y arrive pas. Je pense donc que pour les élections européennes, nous sommes mal partis. Je ne crois pas qu'une dynamique puisse se mettre en place chez les écologistes car la société n'est pas prête à suivre l'écologie politique. L'écologie est partout, et il serait utile de constater les progrès effectués et de chercher à en faire la force incontournable, centrale de ce début de XXI^e siècle, comme le socialisme a pu l'être au début du XX^e. L'écologie correspond mieux à la situation actuelle du social, de la planète et de l'humanité que le socialisme. Mais je trouve qu'en France, nous manquons cruellement d'un Jaurès ou d'un Blum, une de ces personnes qui auraient la capacité d'être des acteurs, des penseurs, et de ne pas être uniquement dans la logique électorale. Aujourd'hui, on régresse, et au niveau européen également. C'est pour cela qu'il faut tenter d'établir des axes de défense de l'Europe contre les dérives que nous pouvons observer en Autriche, en Italie, ou ailleurs. J'en veux au Partito Democratico italien de ne pas avoir voulu discuter avec le Mouvement 5 Etoiles, d'avoir choisi de se refaire une virginité dans l'opposition en laissant l'extrême droite aller au pouvoir. Je n'ai jamais vu l'extrême droite arriver au pouvoir puis rendre ce dernier. Nous verrons donc comment les choses évoluent. Selon moi, l'extrême droite est en train de se donner les moyens de verrouiller l'Europe. On lui donne le contrôle des frontières, des polices, de l'intérieur des Etats, et on laisse aux libéraux les plus fortement marqués idéologiquement le contrôle de l'économie et des budgets. J'ai une vision très pessimiste, car si les pro-européens estiment qu'une Europe fédérale ouverte est nécessaire pour résoudre les crises de demain, rien ne va se résoudre, ni les questions sociales, ni les questions humanitaires, ni encore le chômage des jeunes. »

• Les plus grands défis pour l'Union européenne durant la législature 2019-2024 ?

P.D. : « Le principal défi, nous sommes en train de le rater. Nous aurions dû avoir la possibilité de sortir le Parlement européen de cette **grande coalition** entre les socialistes, le centre et le PPE qui consiste à aller sur le plus petit dénominateur commun, globalement vers le centre-droit, et se proclamer les pro-européens. Ces logiques conduisent à une vision binaire : d'une

part l'Europe de Juncker, et de l'autre les anti-européens. Cela peut tenir encore un moment car nous demeurons majoritaires, mais face à des personnes qui se sentent de plus en plus rejetées, si on ne leur propose pas une **alternative**

à l'Europe de Juncker, alors nous allons vers une **montée des extrêmes**. Les gens comme moi vont finir par ne plus aller voter, car ils n'ont pas envie de passer leur vie à choisir entre Le Pen, Mélenchon et Juncker. Cela fait 20 ans qu'on nous explique qu'on a uniquement le choix entre le modèle dominant et une marge que l'on rejette, donc viendra un jour où les gens se lasseront, ce qui engendrera nécessairement une montée des extrêmes. Macron court ce risque en cherchant à imposer sa vision en Europe d'une manière quelque peu bonapartiste. Ce qui marche en France grâce à la majorité détenue ne fonctionne pas en Europe car il n'y a pas de majorité, et les problèmes ne pourront pas être réglés ainsi. »

« Un sursaut est bien sûr possible, sinon la politique n'aurait plus aucun sens. Il ne faut pas toujours en appeler au pire des gens, il existe aussi une capacité à aimer, à être solidaire, mais il faut pour cela que la classe politique appuie sur ces boutons. »

PASCAL DURAND

• A quoi ressemblera l'Union européenne en 2030 ?

P.D. : « Si on ne fait rien, cela ressemblera probablement à une espèce de grand marché intérieur tel que souhaité par les Britanniques, dans lequel les citoyens des catégories supérieures et étudiants pourront se balader librement, les travailleurs prêts à se faire exploiter n'auront pas de problème non plus. Pour le reste, ce sera catastrophique, mais le business fonctionnera bien avec le développement de l'industrie allemande et peut-être même des débouchés pour notre agriculture. Même l'extrême droite peut se mettre d'accord sur le fait d'avoir un grand marché intérieur. Ce qui a fait l'esprit de coopération n'existera plus. Polonais, Hongrois et autres verront dans l'Europe une machine à leur donner de l'argent, et l'Allemagne continuera à y voir des espaces merveilleux pour les marchés et usines à venir. Je sens qu'on n'est pas loin des années 1930, la guerre en moins. Je sens cette guerre aux pauvres menée un peu partout, l'étranger dont on ne veut plus, cette logique de privatisation croissante.

Un sursaut est bien sûr possible, sinon la politique n'aurait plus aucun sens. Il ne faut pas toujours en appeler au pire des gens, il existe aussi une capacité à aimer, à être solidaire, mais il faut pour cela que la classe politique appuie sur ces boutons. Je parle souvent d'un Jaurès, d'une personne capable d'aider les gens à reprendre leur dignité et à se mobiliser en mettant le tout en musique, ce que nous n'avons plus aujourd'hui. Je suis dubitatif sur la capacité à trouver les bonnes personnes pour pouvoir lancer ce mouvement actuellement, mais je suis persuadé que celui-ci existe. Je pensais que Macron allait engager une dynamique de réconciliation, mais ce fut une douche froide.»

Propos recueillis par Lucie Solem - Présidente d'EuroCité